



CHAPITRE 135

CHAPTER 135

Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie dans le comté de Charlevoix

An Act respecting the School Commissioners for the municipality of the parish of St. Étienne de la Malbaie in the county of Charlevoix

[Sanctionnée le 9 mars 1950]

[Assented to, the 9th of March, 1950]

Préambule.

ATTENDU que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie dans le comté de Charlevoix, ont par leur pétition, représenté que leurs revenus sont insuffisants pour rencontrer les exigences de leur administration et qu'il est devenu nécessaire d'augmenter ces revenus;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans la dite pétition et de répartir ainsi sur toute la population le fardeau jusqu'ici porté seulement par les propriétaires;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Définitions:

"acheteur";

"bien mobilier";

"Commissaires d'écoles";

1. 1. Pour les fins du présent article, à moins que le contexte ne présente un sens différent:

a) "acheteur" désigne toute personne qui acquiert d'un vendeur, par une vente en détail dans le territoire ci-dessous mentionné, un bien mobilier;

b) "bien mobilier" signifie tout bien qui n'est pas un immeuble d'après les lois de cette province et comprend le gaz et l'électricité et aussi le service local de téléphone seulement;

c) "Commissaires d'écoles" signifient les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie, dans le comté de Charlevoix;

WHEREAS the School Commissioners for the municipality of the parish of St. Étienne de la Malbaie, in the county of Charlevoix, have, by their petition, represented that their revenues are insufficient to meet the requirements of their administration and that it has become necessary to increase such revenues;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition and to thus apportion among the whole population the burden heretofore borne only by the owners;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. 1. For the purposes of this section, unless the context implies a different meaning:

a. "purchaser" means any person who acquires from a vendor moveable property at a retail sale in the territory hereinafter mentioned;

b. "moveable property" means all property which is not considered immovable by the laws of the Province, and includes gas and electricity, and also local exchange telephone service only;

c. "School Commissioners", means the School commissioners for the municipality of the parish of St. Étienne de la Malbaie, in the county of Charlevoix;

"person-
ne";

d) "personne" désigne tout individu, compagnie, corporation, succession, association, séquestre, syndic de faillite, liquidateur, fiduciaire, administrateur ou agent;

"prix de
vente";
"prix d'a-
chat";

e) "prix de vente" ou prix d'achat" signifie le prix en argent et aussi la valeur de services rendus, la valeur réelle de l'objet échangé et toute considération ou prestation acceptée par le vendeur comme prix de l'objet du contrat de vente. Ceci inclut tous frais d'installation de l'objet vendu, tous frais d'intérêt, de finance et de service, tous frais de douane, d'accise et de transport, même si aucune mention distincte n'en est faite sur la facture ou dans les livres du vendeur;

"vente";

f) "vente" comprend une vente pure et simple, une vente conditionnelle, une vente à tempérament, un échange, un bail et tout autre contrat, où, pour un prix ou toute autre considération, une personne livre ou s'oblige à livrer à une autre personne un bien mobilier;

"vente au
détail";

g) "vente en détail" signifie toute vente faite à un acheteur ou à un usager pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;

"usager";

h) "usager" signifie toute personne qui, dans le territoire, utilise un bien mobilier pour son usage propre ou pour l'usage de toutes autres personnes à sa charge;

"ven-
deur";

i) "vendeur" signifie toute personne qui vend en détail, dans le territoire, quelque bien mobilier pour fins de consommation ou d'usage et non de revente;

"terri-
toire";

j) "territoire" signifie le territoire compris dans les limites actuelles de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Étienne de la Malbaie.

Taxe d'é-
ducation
autorisée.

2. Les Commissaires d'écoles peuvent imposer et prélever, à compter du 1er juillet 1950 inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe d'éducation" n'excédant pas un pour cent du prix de vente ou d'achat, en détail, de tout bien meuble, effet mobilier, marchandise et article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, et le service de téléphone vendus dans les limites du territoire, sauf les exceptions ci-après énumérées.

d. "person" includes an individual, a "person"; firm, a company, a corporation, an estate, an association of persons, a sequestrator, a trustee in bankruptcy, a liquidator, a fiduciary trustee, an administrator or an agent;

e. "sale price" or "purchase price" "sale price", means a price in money, and also the value of services rendered, the actual value of the thing exchanged, and other consideration or prestations accepted by the vendor as price of the thing covered by the contract of sale. They shall include the charges for the installation of the thing sold, for interest, for finance, for service, for customs, for excise and for transportation, even when such are not shown separately on the invoice or in the vendor's books;

f. "sale" includes a sale pure and simple, a conditional sale, a sale by instalments, an exchange, a lease or any other contract whereby for a price or other consideration a person delivers or binds himself to deliver, to another, moveable property;

g. "retail sale" means a sale made to a purchaser or user for purposes of consumption or use, and not for resale;

h. "user" means any person who, within the territory, utilises any moveable property for his own use or for that of other persons at his expense;

i. "vendor" means any person who sells moveable property at a retail sale in the territory, for purposes of consumption or use and not for resale;

j. "territory" means the territory included within the present limits of the municipality of the parish of St. Étienne de la Malbaie.

2. The School Commissioners may impose and levy, from the first of July, 1950, inclusive, in addition to any other tax, a special tax called "education tax" not exceeding one per cent of the sale or purchase price, retail, except the exemptions hereinafter enumerated, of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service, sold in the limits of the territory.

Educa-
tion tax
authoriz-
ed.

Ventes à l'extérieur.

Sujet aux exceptions du paragraphe 3, la taxe peut être également imposée et prélevée dans le cas d'une vente faite en dehors du dit territoire, que l'acheteur réside ou ait sa place d'affaires dans le dit territoire ou en dehors pourvu que, dans ce cas, la chose qui fait l'objet du dit contrat se trouve dans le dit territoire soit lors de la vente ou soit lors de la livraison, sauf si elle n'y est apportée que pour fins de livraison ou que la chose qui se trouve dans le dit territoire ait été transportée en dehors de ce territoire dans le but d'éviter le paiement de la taxe.

Automobiles, etc.

La taxe peut être également imposée et prélevée lorsqu'il s'agit de la vente d'un véhicule automobile, tel que défini dans la Loi des véhicules automobiles (Statuts refondus 1941, chapitre 142), d'un piano, d'un réfrigérateur électrique ou d'un radio ou de toute autre marchandise que les commissaires d'écoles pourront déterminer, à un acheteur qui a son domicile ou sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans le dit territoire, quel que soit l'endroit, en dehors du dit territoire où la vente ou la livraison a lieu.

Exceptions.

3. La présente taxe ne s'applique pas:

- a) aux obligations et actions de corporations;
- b) à tous autres titres, valeurs mobilières ou monnaies;
- c) à toutes transactions faites par l'entremise de Canadian Commodity Exchange Inc.;
- d) aux créances, droits d'action, droits incorporels, annuités, primes d'assurances;
- e) à la bière et au tabac;
- f) à la gazoline et au kérozène ("huile de charbon");
- g) aux denrées alimentaires, à l'exclusion des friandises et des pâtisseries;
- h) aux provisions ou marchandises vendues par un cultivateur, un horticulteur, un pépiniériste, un aviculteur ou un apiculteur, et provenant de son exploitation;
- i) aux outils, instruments aratoires, outillages de ferme, tracteurs, véhicules à traction animale, et à leurs pièces de rechange, acquis par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme, ni aux chevaux, harnais, bestiaux, fils

Subject to the exceptions in subsection 3, the tax may also be imposed and levied in the case of a sale made outside of the said territory, whether the purchaser resides or has his place of business in the said territory or outside thereof, provided that in such case the thing covered by the said contract is within the said territory, either at the time of the sale or at the time of the delivery, except if it is brought therein for purposes of delivery only, or that the thing which is in the said territory has been carried out of the said territory with the intention of evading payment of the tax.

The tax may also be imposed and levied in the case of the sale of a motor vehicle, as defined in the Motor Vehicle Act (Revised Statutes, 1941, chapter 142), a piano, an electric refrigerator or a radio or of any other merchandise which the School Commissioners may determine, to a purchaser who has his domicile or ordinary residence or place of business in the said territory, whatever be the place, outside of the said territory, where the sale or delivery is made.

Sales outside territory.

Motor vehicles, etc.

3. This tax shall not apply to the following:

- a. Bonds and shares of a corporation;
- b. All other intangible property, all securities, all moneys;
- c. All transactions made through the Canadian Commodity Exchange Inc.;
- d. All debts, rights of action, incorporeal rights, annuities, insurance premiums;
- e. Beer and tobacco;
- f. Gasoline and kerosene (coal oil);
- g. Foodstuffs, not including candies and confectioneries;
- h. Provisions or merchandise sold by a farmer, horticulturist, nurseryman, aviculturist or apiculturist and produced through the pursuit of his undertaking;
- i. Tools, farm implements, farm machinery, tractors, animal-drawn vehicles, and parts for the same, acquired by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm; horses, harness for horses, livestock, metal wire or netting for fences, also

Exceptions.

métalliques ou treillis pour clôtures, également achetés par un agriculteur de bonne foi pour les besoins de sa ferme;

j) aux bateaux, filets de pêche et autres agrès de pêche achetés par un pêcheur de bonne foi pour l'exercice de son métier;

k) à l'eau naturelle, distillée ou ozonisée;

l) aux médicaments livrés sur prescription de médecin; aux membres artificiels et aux appareils d'orthopédie;

m) aux prix des places en autobus, bateaux, chemins de fer ou autres moyens de transport terrestre, naval ou aérien ni aux taux de péage;

n) aux prix d'admission à un lieu d'amusement, défini par la Loi des droits sur les divertissements (Statuts refondus 1941, chapitre 85) et amendements;

o) aux ventes au gouvernement fédéral ou au gouvernement provincial;

p) aux ventes faites à la fabrique ou aux syndics d'une paroisse, ou à une société ou compagnie de cimetière, à un hôpital, pour les fins de leur œuvre, ni aux ventes faites par eux;

q) aux ventes faites par autorité de justice;

r) aux ventes faites par toute personne exploitant un commerce dans le territoire lorsque la marchandise ainsi vendue est expédiée en dehors du territoire pour consommation ou usage en dehors du territoire;

s) aux repas;

t) aux périodiques et livres imprimés; aux fournitures de classe, sans y comprendre les crayons automatiques et plumes réservoir;

u) aux messages télégraphiques;

v) aux grains et moutures, graines de semence, fertilisants, insecticides et fongicides, aux savons et autres produits servant au nettoyage, ni aux tuyaux de drainage pour fins agricoles;

w) au charbon, au bois de chauffage et à la glace;

x) aux vêtements d'enfants et chaussures d'enfants;

y) aux ventes pour un prix de dix cents ou moins.

La taxe n'est pas exigible lorsque la vente a été faite de bonne foi avant le 1er juillet 1950. La taxe n'est pas exigible

purchased by a *bona fide* farmer to be used for the needs of his farm;

j. Boats, fishing nets and any other fishing apparatus purchased by a *bona fide* fisherman to be used in his trade;

k. Natural water, distilled water and ozonized water;

l. Medicaments delivered on doctors' prescription; artificial limbs and orthopaedic appliances;

m. Fares on tramways, autobuses, boats, railroads or other transportation systems by land, water or air and toll fares;

n. Prices of admission to place of amusement, as defined by the Amusement Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 85) and amendments;

o. Sales to the Federal Government or to the Provincial Government;

p. Sales made to a "fabrique" or the trustees of a parish or to a cemetery society or company or to a hospital, for the purposes of their work, and sales made by them;

q. Sales by judicial authority;

r. Sales made by any person carrying on business in the territory, when the merchandise thus sold is shipped outside of the territory, for consumption or use outside of the territory;

s. Meals;

t. Printed books and periodicals; classroom supplies, not including automatic pencils or fountain-pens;

u. Telegraphic messages;

v. Grain and mill feeds, seeds, fertilizers, insecticides and fungicides, soaps and other products used for cleaning; drain tiles for agricultural purposes;

w. Coal, firewood and ice;

x. Children's clothing and children's footwear;

y. Sales for a price of ten cents or less.

The tax is not exigible when the sale has been effected in good faith before the 1st of July, 1950. The tax is not exigible in

ble lorsqu'il s'agit d'achats faits pour exécuter un contrat d'entreprise à forfait passé avant le 1er juillet 1950 et si elle a été payée, les Commissaires d'écoles sont autorisés à en faire remise.

Excep-
tion.

Cependant, toute marchandise livrée après le 1er juillet 1950, en raison d'un contrat à forfait ou d'un contrat de livraison passé avant le 1er juillet 1950, est assujettie à la taxe.

Ventes
annulées.

Quand une vente est annulée, la taxe n'est prélevée que sur la partie du prix gardée par le vendeur. Il en est de même lorsque la chose vendue est retournée ou refusée.

Échange.

Lorsqu'une personne donne en échange pour partie du prix d'une marchandise qu'elle achète, une autre marchandise de même espèce, la taxe n'est payable que sur la balance du prix d'achat.

Percep-
tion.

4. La taxe doit être payée par l'acheteur lors de la vente, que le prix soit stipulé payable comptant, à terme ou par versements, et doit être perçue par le vendeur qui est constitué agent des Commissaires d'écoles pour la percevoir. Cet agent doit tenir un compte de la taxe de vente perçue et à percevoir et faire remise de la taxe perçue aux Commissaires d'écoles, le tout suivant les dispositions que les dits Commissaires d'écoles sont par le présent article autorisés à adopter à ce sujet.

Recours.

Pour percevoir cette taxe, le vendeur a contre son acheteur les mêmes recours, privilèges et garanties que pour son prix de vente.

Vendeur
hors du
territoire.

5. Le vendeur, qui a sa place d'affaires ou son établissement de commerce en dehors du territoire, n'est pas tenu de percevoir la taxe même si la vente est faite à un acheteur ayant son domicile, sa résidence ou sa place d'affaires dans le territoire.

Paiement
direct.

Dans tous les cas où la taxe est payable et que le vendeur n'est pas obligé de la percevoir, cette taxe doit être payée par l'acheteur aux Commissaires d'écoles.

Conven-
tion entre
municipi-
alités.

Cependant, si le vendeur a son établissement ou place d'affaires dans une ville ou municipalité qui perçoit déjà une taxe sur les ventes en détail, les Commissaires d'écoles pourront conclure une entente avec telle ville ou municipalité aux fins de l'autoriser à percevoir la taxe qui

the case of purchases made to carry out a contract for an undertaking by the job entered into before the 1st of July, 1950, and, if paid, the School Commissioners are authorized to remit the same.

Nevertheless, any goods delivered, after the 1st of July, 1950, under a contract by the job or under a contract for delivery entered into prior to the 1st of July, 1950, shall be subject to the tax.

When a sale is annulled, the tax is levied only on that part of the price retained by the vendor. The case is the same when the thing sold is returned or refused.

When a person gives in exchange, for part of the price of merchandise purchased by him, other merchandise of the same kind, the tax shall be payable only on the balance of the purchase price.

4. The tax shall be paid by the purchaser at the time of the sale, whether the price is stipulated payable cash, on terms or by instalments, and shall be collected by the vendor who is constituted agent of the School Commissioners for the collection of the same. This agent shall keep an account of the sales tax collected and to be collected and shall remit the tax collected to the School Commissioners the whole, according to the provisions which the said School Commissioners are by this section authorized to adopt in this matter.

For the collection of this tax, the vendor has against the purchaser the same recourse, privileges and securities as for his sale price.

5. A vendor having his place of business or commercial establishment outside of the territory shall not be bound to collect the tax even if the sale be made to a purchaser having his domicile, residence or place of business in the territory.

In all cases in which the tax is payable and the vendor is not obliged to collect it, such tax must be paid by the purchaser to the School Commissioners.

If, however, the vendor has his establishment or place of business in a town or municipality which already collects a tax on retail sales, the School Commissioners may arrange with such town or municipality to be authorized to collect the tax which, otherwise, would be payable

serait autrement payable par l'acheteur aux Commissaires d'écoles en vertu de l'alinéa précédent, tout comme si la vente eut été faite dans les limites du territoire décrit dans la présente loi.

Vente de
plusieurs
objets.

6. Si une vente comprend plusieurs articles ou objets, la taxe est calculée sur le total du prix des articles ou objets compris dans la dite vente et non sur le prix de chaque article ou objet séparément.

Compu-
tation.

Dans la computation de la taxe, toute fraction d'un sou est comptée pour un sou entier que l'acheteur doit payer.

Privilège.

7. Toute personne chargée de percevoir la taxe devient débitrice envers les Commissaires d'écoles du montant de la taxe qu'elle a perçue. La créance des Commissaires d'écoles contre telle personne est une créance privilégiée sur les biens meubles et effets mobiliers de cette personne et prend le même rang que les taxes municipales conformément à l'article 1994 du Code civil.

Paiement
oblige-
toire.

8. Il est défendu à toute personne d'acheter au détail, dans les cas prévus au présent article, sans payer au vendeur, lors de l'achat, la taxe imposée, et il est défendu au vendeur de faire remise directement ou indirectement de la taxe à l'acheteur.

Idem.

Il est défendu à tout vendeur d'annoncer ou de faire savoir au public d'une façon quelconque, directement ou indirectement, que la taxe, dont l'imposition est autorisée par le présent article, ne sera pas payable ou payée par l'acheteur.

Règle-
mentation
pour per-
ception.

9. Les Commissaires d'écoles peuvent en tout temps édicter la réglementation et autres mesures qu'ils jugeront nécessaires ou utiles pour assurer la perception de la taxe imposée en vertu des présentes, et sans restreindre la portée de ce qui précède, les dits Commissaires d'écoles peuvent définir ce qui constitue une vente ou un achat en détail; déterminer sur quel montant doit être comptée la taxe lorsque le prix payable par l'acheteur comprend en même temps le prix ou la valeur du travail fourni par le vendeur ou de l'usage d'un objet fourni par ce dernier; obliger tout vendeur à ajouter sur ses factures le montant de la taxe payable ou payée par l'acheteur; obliger toute personne chargée de percevoir la

by the purchaser to the School Commissioners under the preceding subsection as if the sale had been made in the limits of the territory described in this act.

6. If a sale includes several articles or objects, the tax is computed on the total of the price of the articles or objects included in the said sale and not on the price of each article or object separately.

Several
articles
sold.

In the computation of the tax, any fraction of a cent is computed as a whole cent, which the purchaser shall pay.

Compu-
tation.

7. Any person entrusted with the collection of the tax shall become a debtor of the School Commissioners for the amount of the tax collected. The claim of the School Commissioners against such person shall constitute a privileged claim on the moveables and moveable effects of such person and shall have the same rank as municipal taxes, in conformity with article 1994 of the Civil Code.

Privilege.

8. It shall be unlawful for any person to make a retail purchase, in the cases provided in this section, without paying to the vendor, at the time of purchase, the tax imposed and it shall be unlawful for the vendor to remit the tax to the purchaser, either directly or indirectly.

Obliga-
tory pay-
ment.

It shall be unlawful for any vendor to advertise or convey to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax the imposition of which is authorized by this section shall not be payable or paid by the purchaser.

Idem.

9. The School Commissioners may at any time adopt the by-laws and other measures which they may deem necessary or useful to assure the collection of the tax imposed under these presents, and without limiting the scope of the foregoing provision the said School Commissioners may define what constitutes, a retail sale or purchase; determine upon what amount the tax shall be computed when the price payable by the purchaser includes at the same time the price or the value of the work furnished by the vendor or of the use of an article furnished by the latter; oblige every vendor to add to his invoices the amount of the tax payable or paid by the purchaser; oblige any person entrusted with the collection of the tax to keep, in

Regulat-
ing collec-
tion.

taxe à tenir de la manière indiquée par les dits Commissaires d'écoles et jour par jour, un compte séparé de la taxe perçue et à percevoir, à leur faire rapport par écrit, sous serment, aux dates qu'ils fixeront et suivant les formules qu'ils fourniront, à leur faire remise de la taxe perçue aux dates et de la manière qu'ils détermineront, à laisser visiter son ou ses établissements, à laisser examiner ses livres ou autres documents, par leur secrétaire-trésorier ou par toute personne déléguée par eux pour vérifier si les prescriptions du présent article et de la réglementation adoptée sous son empire sont observées et pour établir le montant de la taxe perçue et à percevoir; et obliger toute personne ainsi que ses officiers, représentants et employés à fournir au secrétaire-trésorier des Commissaires d'écoles ou à toute autre personne déléguée par ceux-ci, tous renseignements qu'ils pourront exiger.

Adoption
et effet.

Toute réglementation ou disposition autorisée par le présent article pourra être adoptée par les Commissaires d'écoles sans qu'il soit nécessaire d'en donner préalablement avis et dès qu'elle sera adoptée, toute telle réglementation aura dans le territoire ci-dessus décrit effet et force obligatoire comme toute autre résolution des Commissaires d'écoles, mais sans qu'aucun affichage ou publication soit requis.

Serment.

10. Toute personne tenue de fournir aux Commissaires d'écoles un rapport sous serment, pourra prêter ce serment devant un notaire ou un commissaire de la Cour supérieure pour le district de Saguenay ou devant le secrétaire-trésorier de l'une quelconque des corporations municipales dont le territoire est compris dans le territoire ci-dessus décrit, lesquels sont autorisés à recevoir tel serment.

Montant
dû.

11. Si le vendeur ne fait pas le rapport exigé, le secrétaire-trésorier des Commissaires d'écoles établit, au meilleur de sa connaissance, le montant de la taxe perçue et à percevoir ou à payer, lequel montant ainsi établi est alors considéré être le montant véritable dû aux Commissaires d'écoles; la preuve que le montant ainsi établi n'est pas exact est à la charge du débiteur.

the manner indicated by the said School Commissioners and day by day, a separate account of the tax collected and to be collected, to make a written report to them under oath, on the dates which they shall fix and on the forms which they shall supply, to remit to them the tax collected, on the dates and in the manner determined by them, to allow his establishment or establishments to be visited, to allow his books and other documents to be examined by their secretary-treasurer or by any person delegated by them in order to verify if the provisions of this section and of the regulation adopted under it are complied with and to establish the amount of the tax collected and to be collected; and oblige every person as well as his officers, representatives, and employees to furnish to the secretary-treasurer of the School Commissioners or to any other person delegated by them any information they may require.

Any regulation or provision authorized by this section may be adopted by the School Commissioners without it being necessary to give prior notice thereof and, as soon as it shall have been adopted, any such regulation shall have force and binding effect within the territory above described like any other resolution of the School Commissioners, but without any posting or publication being required.

Adoption
and effect.

10. Every person required to furnish to the School Commissioners a report under oath may take such oath before a notary or a commissioner of the Superior Court for the district of Saguenay, or before the secretary-treasurer of any of the municipal corporation whose territory is comprised in the territory hereinabove described who are hereby authorized to receive such oath.

11. If the vendor does not make the report required, the secretary-treasurer of the School Commissioners shall establish, to the best of his knowledge, the amount of the tax collected and to be collected or to be paid, which amount so established shall then be considered as being the actual amount due to the School Commissioners. The burden of proof that the amount so established is not correct shall be upon the debtor.

Amount
due.

Peines
pour in-
fractions.

12. Toute personne qui étant par la présente loi constituée agent des Commissaires d'écoles, refuse ou néglige de percevoir la taxe imposée ou d'en tenir compte, commet une infraction et est passible pour chaque telle infraction, en plus du paiement de la taxe due et des frais, d'une amende d'au moins cinq dollars mais n'excédant pas cinq cents dollars et à défaut de paiement de l'amende et des frais d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Idem.

Toute personne qui fait un achat, sans payer la taxe imposée, commet une infraction et est passible pour chaque infraction en sus du paiement de la taxe et des frais d'une amende n'excédant pas cinquante dollars et à défaut de paiement de la taxe imposée, de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui étant par la présente loi constituée agent des Commissaires d'écoles annonce ou fait savoir au public d'une façon quelconque directement ou indirectement que la taxe imposée ne sera pas payée par l'acheteur, commet une infraction et est passible pour chaque telle infraction d'une amende d'au moins cinq dollars et d'au plus cinquante dollars en plus des frais et à défaut de paiement de la dite amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui étant par la présente loi constituée agent des Commissaires d'écoles fait remise à l'acheteur de la taxe que ce dernier doit payer, commet une infraction et est passible pour chaque telle infraction en plus de paiement de la taxe et des frais, d'une amende d'au moins deux dollars et d'au plus deux cents dollars et à défaut du paiement de l'amende, de la taxe et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois.

Idem.

Toute personne qui étant constituée par la présente loi agent des Commissaires d'écoles refuse ou néglige de remettre aux dits Commissaires d'écoles la taxe qu'elle a perçue, commet une infraction et est passible pour chaque telle infraction en plus du paiement de la taxe perçue et des frais, d'une amende d'au moins cinq dollars et d'au plus cinq cents dollars et à défaut de paiement de l'amende, des

12. Every person who, being by this act appointed the agent of the School Commissioners, refuses or neglects to collect the tax imposed or to keep an account thereof, commits an offence and shall be liable, for each such offence, in addition to the payment of the tax due and of the costs, to a fine of at least five dollars, but not exceeding five hundred dollars and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment not exceeding three months.

Every person making a purchase without paying the tax imposed commits an offence and shall be liable for each offence in addition to the payment of the tax and of the costs, to a fine not exceeding fifty dollars, and, in default of payment of the tax imposed, the fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being by this act appointed agent of the School Commissioners, advertises or conveys to the public in any manner whatsoever, directly or indirectly, that the tax imposed shall not be paid by the purchaser, commits an offence and shall be liable, for each offence, to a fine of at least five dollars and of not more than fifty dollars in addition to the costs, and, in default of payment of the said fine and costs, to an imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being by this act appointed agent of the School Commissioners remits to the purchaser the tax which the latter must pay, commits an offence and shall be liable, for each offence, in addition to the payment of the tax and costs, to a fine of at least two dollars, and of not more than two hundred dollars and, in default of payment of the fine, of the tax and costs, to imprisonment not exceeding one month.

Every person who, being by this act appointed agent of the School Commissioners, refuses or neglects to remit to the said School Commissioners the tax which he has collected, commits an offence and shall be liable, for each such offence in addition to the payment of the tax collected and of the costs, to a fine of at least five dollars and of not more than five hundred dollars, and, in default

frais et de la taxe perçue, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois.

Récidive. Dans le cas de récidive pour chacune des infractions définies au présent article, le maximum de l'amende et de l'emprisonnement sera le double de celui prévu pour la première offense.

Amende. 13. Les Commissaires d'écoles peuvent imposer pour toute infraction à la réglementation adoptée par eux en vertu de la présente loi, une amende n'excédant pas cinquante dollars pour chaque infraction.

Obligations du contrevenant. 14. Le paiement des amendes et pénalités imposées par la présente loi ou par les Commissaires d'écoles pour les infractions à la réglementation adoptée par eux en vertu des présentes ne libérera pas le contrevenant de l'accomplissement des obligations et devoirs qui lui sont imposés par la présente loi et par la dite réglementation.

Infraction par compagnie. 15. Les Commissaires d'écoles peuvent décréter que lorsqu'une infraction à la réglementation adoptée par eux en vertu de la présente loi, est commise par une corporation ou autre personne morale, le maximum de l'amende sera le double du maximum fixé par le paragraphe 13 ci-dessus.

Récidive. 16. Dans le cas de récidive les Commissaires d'écoles peuvent également décréter pour chaque infraction à la réglementation adoptée par eux en vertu de la présente loi, des amendes et pénalités plus fortes, pourvu que le montant de l'amende n'excède pas, dans chaque cas, cent dollars et que le terme d'emprisonnement n'excède pas trois mois.

Jurisdiction. 17. La Cour de magistrat de district de juridiction pénale et criminelle du district de Saguenay ainsi que la Cour des sessions de la paix du district de Saguenay ont juridiction pour entendre et juger toute action intentée par les Commissaires d'écoles en vertu de la présente loi et de la réglementation que celle-ci autorise, quel que soit le lieu du domicile, de la résidence ou de la place d'affaires du défendeur.

Jurisdiction. Les Commissaires d'écoles peuvent également intenter toute telle action, devant la Cour de magistrat du district de Saguenay quel que soit le lieu du domicile, de

of payment of the fine and costs and of the tax collected, to imprisonment not exceeding three months.

In the event of a repetition of any of the offences defined in this section, the maximum fine and imprisonment shall be double that provided for the first offence.

13. The School Commissioners may impose for any infringement of the regulations passed by them under this act, a fine of not more than fifty dollars for each infringement.

14. The payment of the fines and penalties imposed by this act or by the School Commissioners for infringements of any of the regulations passed by them under this act shall not exempt the offender from the carrying out of the obligations and duties imposed upon him by this act and by the said regulations.

15. The School Commissioners may enact that when an infringement of the regulation passed by them under this act, is committed by a corporation, or other moral person, the maximum fine shall be double the maximum fixed by the aforesaid subsection 13.

16. In the case of subsequent offences, the School Commissioners may also enact, for each infringement of the regulation passed by them under this act, heavier fines and penalties, provided the amount of the fine does not exceed, in each case, one hundred dollars and the term of imprisonment does not exceed three months.

17. The District Magistrate's Court with penal and criminal jurisdiction in the district of Saguenay, as well as the Court of the Sessions of the Peace of the district of Saguenay have jurisdiction to hear and adjudicate upon any action taken by the School Commissioners in virtue of this act or of the regulation authorized by the latter, whatever may be the place of domicile or residence or the place of business of the defendant.

The School Commissioners may also institute any such action before the Magistrate's Court of the district of Saguenay, whatever may be the place of

la résidence ou de la place d'affaires du défendeur. Telle action sera réputée matière sommaire et les articles 1151 à 1163 du Code de procédure civile, sauf le premier alinéa de l'article 1153, s'appliqueront. Telle action sera aussi entendue par préséance.

Respon-
sabilité
pour em-
ployés.

18. La vente faite par l'un des employés ou représentants du vendeur est censée faite par le vendeur lui-même. De même l'achat fait par l'un des employés ou représentants de l'acheteur est censé fait par l'acheteur lui-même. Dans ces cas tous les recours que les Commissaires d'écoles peuvent exercer en vertu de la présente loi ou de la réglementation que celle-ci autorise, peuvent l'être contre le vendeur ou l'acheteur personnellement selon le cas.

Prescrip-
tion.

19. Le délai de prescription pour toute taxe imposée par la présente loi est de trois ans. Pour les amendes et pénalités pour infractions à la présente loi ou à la réglementation adoptée par les Commis-
saires d'écoles en vertu d'icelle, le délai de prescription sera d'un an à compter du jour où l'infraction a été commise.

Indemni-
té au
vendeur.

20. Les Commissaires d'écoles sont autorisés à indemniser le vendeur jusqu'à concurrence de cinq pour cent du montant de la taxe qu'il perçoit pour le surcroît de travail que la perception et la remise de cette taxe lui occasionnent.

Conven-
tions.

21. Les Commissaires d'écoles sont autorisés à faire des conventions avec le trésorier de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Stipula-
tions.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des Commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88).

Droits
transférés.

Ces conventions pourront autoriser le trésorier de la province à exercer tous les droits des Commissaires d'écoles concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi.

Disposi-
tion appli-
cable.

22. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus 1941 (Loi de l'impôt sur

domicile or residence or the place of business of the defendant. Such action shall be considered as a summary matter and articles 1151 to 1163 of the Code of Civil Procedure with the exception of the first paragraph of article 1153, shall apply. Such action shall also be heard by pre-
cedence.

18. The sale made by any employee or representative of the vendor shall be deemed as having been made by the vendor himself. In the same manner the purchase made by any employee or representative of the purchaser shall be deemed as having been made by the purchaser himself. In such cases, all re-
courses which the School Commissioners may exercise under this act or the regulation authorized by it, may be exercised against the vendor or the purchaser personally, as the case may be.

Respon-
sibility for
employ-
ees.

19. The delay for the prescription of any tax recoverable under this act is three years. For the fines and penalties imposed for infringements of this act or of the regulation adopted by the School Commissioners in virtue of this act, such delay shall be one year from the date when the infringement was committed.

Prescrip-
tion.

20. The School Commissioners are au-
thorized to compensate the vendor, to the extent of five per cent of the amount of the tax collected by him, for the additional work which the collection and the remittance of this tax may cause him.

Compens-
ation to
vendor.

21. The School Commissioners are au-
thorized to enter into agreements with the Provincial Treasurer for the collection of the tax the imposition of which is author-
ized by this act.

Agree-
ments.

Such agreements may stipulate that the secretary-trésorier of the School Com-
missioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88).

Stipula-
tions.

Such agreements may authorize the Provincial Treasurer to exercise all the rights of the School Commissioners re-
specting the collection of the education tax and the actions for infringement of this act.

Rights
transfer-
red.

22. Section 28 of chapter 88 of the Re-
vised Statutes, 1941 (Retail Sales Act) is apply.

Provi-
sion to
apply.

la vente en détail) est déclaré applicable à la taxe de vente imposée par les Commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.

Recours.

23. Si la perception de la taxe est faite par le trésorier de la province en vertu de conventions entre lui et les Commissaires d'écoles, ces derniers conservent contre l'acheteur qui a refusé ou négligé de payer la taxe leur recours en recouvrement de cette taxe et cette créance est privilégiée sur les biens meubles et effets mobiliers de l'acheteur au même rang que les taxes municipales tel qu'établi par l'article 1994 du Code civil.

declared applicable to the sales tax imposed by the School Commissioners under this act, *mutatis mutandis*.

23. If the collection of this tax is made by the Provincial Treasurer under agreements entered into between him and the School Commissioners, the latter retain against the purchaser who has refused or neglected to pay the tax its recourse for the recovery of such tax, and such claim shall be privileged on the moveables and moveable effects of the purchaser and shall have the same rank as the municipal taxes as established by article 1994 of the Civil Code.

Recourse.

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.